



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et  
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL** portant mise en demeure la société SERAHU de respecter les prescriptions applicables à ses installations, dites SERAHU 2, sises Parc d'activités de la Pardiguière, au Luc-en-Provence

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V (parties législative et réglementaire) ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe MAHE préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023/47/MCI du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mai 2015 portant autorisation d'exploiter un centre de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels dangereux, dit SERAHU 2, par la société SERAHU, sis, Z.I. Les Lauves, Parc d'activités de la Pardiguière, sur la commune du Luc-en-Provence ;

Vu la communication le 9 octobre 2023 du rapport de visite d'inspection et du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, valant procédure contradictoire au sens des articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement, de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale du Var, consécutifs au contrôle des installations susvisées, le 5 juillet 2023 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite des installations précitées, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- l'absence de transmission des bordereaux de suivi des déchets, que ce soit par une extraction de la base Trackdéchets ou par des bordereaux de suivi normalisés Cerfa,
- le fonctionnement entravé de la porte coupe-feu,

- des modifications des structures et d'exploitation (zones ATEX et stockage), non prises en compte dans l'étude de dangers initiale,
- les dysfonctionnements des éléments de détection incendie consignés dans les rapports de contrôle.

Considérant que les constats susmentionnés constituent un manquement aux dispositions des articles 4.3.4, 7.1.6 et 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2015, visé supra ;

Considérant, par conséquent, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement et mettre en demeure, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code précité, la société SERAHU de respecter les prescriptions des articles 4.3.4, 7.1.6 et 7.3.4 de l'arrêté préfectoral susdit, pour ses installations, dites SERAHU 2, implantées sur la commune du Luc-en-Provence ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var :

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société SERAHU, dont le siège social est situé 68 chemin de la Campanette, 06800 Cagnes-sur-Mer, exploitant des installations de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels dangereux, dites SERAHU 2, sises, Z.I. Les Lauves, Parc d'activités de la Pardiguière, sur la commune du Luc-en-Provence, est mise en demeure, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les articles, de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2015 susvisé, suivants :

- l'article 4.3.4, en fournissant les bordereaux d'évacuation des déchets associés au curage des séparateurs le 21 juin 2023. Ces bordereaux peuvent être présentés sous forme informatique ou papier ;
- l'article 7.1.6 :
  - en respectant les dispositions indiquées dans l'étude de dangers (hauteur de stockage, que ce soit dans la zone ATEX ou dans la zone entrepôt),
  - en vérifiant si l'étude de dangers doit être actualisée et, si nécessaire, la mettre à jour, en mettant en évidence les nouvelles mesures de maîtrise des risques,
  - en portant à la connaissance du préfet, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement, les modifications apportées au local ATEX et au local entrepôt ainsi que les études qui justifient de la maîtrise du risque accidentel,
- l'article 7.3.4, en remettant en service et en faisant vérifier tous les éléments de sécurité défaillants. A l'issue du délai d'un mois accordé pour la mise en œuvre de ces dispositions, l'exploitant transmettra au service de contrôle les justificatifs factuels de leur bon fonctionnement (une simple attestation de l'exploitant ne suffit pas).

## **Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 :**

La présente décision sera notifiée à l'exploitant.

En application de l'article R171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de 2 mois.

## **Article 4 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Var et l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, pour information, au maire du Luc-en-Provence, au sous-préfet de Brignoles, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

**13 nov. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**Lucien GIUDICELLI**